



ÉVALUER LES AVANTAGES ET INCONVENIENTS DES DIFFÉRENTES DÉFINITIONS DE LA FORÊT EN CÔTE D'IVOIRE.

Réf.
96

Expert(s)	Pays	Volume (hj)	Montant (€)	Bénéficiaire	Financement	Début	Fin	Partenaires	Référence
Olivier Bouyer, Maden Le Crom	Côte d'Ivoire	30	23 420	CN-REDD+ RCI	EFI	Juil. 2014	Oct. 2014	n/a	thomas.sembres@efi.int Mob: + 34 661 370 001

Description détaillée du projet	Nature des services fournis
<p>La Côte d'Ivoire a perdu plus de 85% de son couvert forestier entre 1880 et 2008, sous l'effet conjoint de l'expansion agricole et de l'exploitation forestière. Sans mesures adaptées, on estime que la déforestation pourrait encore progresser d'ici 2030, en particulier sous la pression des filières riz, igname, cacao, hévéa et huile de palme.</p> <p>La tâche s'avère donc rude pour le Gouvernement ivoirien, qui s'est fixé comme objectif d'atteindre 20% de couvert forestier et de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à la déforestation et à la dégradation forestière via son engagement dans le mécanisme "REDD+". Pour mener à bien ce double-objectif, le pays doit se doter d'un Système national de surveillance des forêts (SNSF), conçu de manière à suivre l'évolution du couvert forestier dans le temps et dans l'espace.</p> <p>En parallèle, le secteur privé s'organise pour répondre à une demande croissante en faveur de produits issus d'une agriculture responsable. L'interprofession de l'huile de palme a ainsi entrepris d'interpréter certains principes, critères et indicateurs du standard de certification RSPO (<i>Roundtable on Sustainable Palm Oil</i>), afin d'en adapter les exigences aux réalités du pays. Le suivi de l'impact sur les forêts est un élément essentiel pour lequel cette interprofession dispose de peu de connaissances à l'heure actuelle.</p> <p>C'est dans ce contexte que la Commission nationale REDD+ de la Côte d'Ivoire a sollicité l'appui technique de l'Institut européen de la forêt (EFI) pour évaluer les avantages et inconvénients des différentes définitions de forêt en Côte d'Ivoire, en particulier dans le cadre du mécanisme REDD+ et du standard de certification RSPO.</p> <p>L'objectif de cette étude est donc de fournir des recommandations techniques pratiques en matière de définition et de suivi des forêts à l'échelle nationale, en tenant compte des capacités nationales, des bonnes pratiques recommandées par le GIEC, ainsi que des impacts potentiels en terme économiques et environnementaux.</p>	<p>Une mission a eu lieu à Abidjan et a permis de rencontrer les principaux acteurs concernés par cet enjeu : la CN-REDD+ de RCI, le BNEDT-CCT, l'AFD, le CURAT, l'IGT, la SODEFOR, l'OIPR, l'AIPH, la FIRCA, la GIZ, la DPIF et la cellule FLEGT du Ministère des forêts.</p> <p>Cette étude s'est déroulée selon trois axes :</p> <ul style="list-style-type: none">□ État des lieux des bonnes pratiques internationales en matière de définition et de système de surveillance des forêts (lignes directrices du GIEC dans le secteur AFOLU ; lignes directrices du <i>GOFC-GOLD Sourcebook</i> pour REDD+, lignes directrices du RSPO, approche HCS "tripartite") ;□ Recueil d'information sur les capacités nationales et élaboration d'une note de synthèse sur les options techniques en matière de suivi des forêts, en optant pour un bon compromis coût/efficacité ;□ Analyses quantitatives et qualitatives des implications économiques et environnementales de différentes définitions de forêt : études de cas dans les filières cacao et palmier à huile à partir d'images Landsat, RapidEye et Ikonos, et recommandations finales (phase menée avec l'appui du Centre commun de recherche / <i>Joint Research Centre</i> – CCR/JRC – de la Commission Européenne dans le cadre du projet ReCaREDD). <p>Enfin, un appui spécifique était prévu pour favoriser la dissémination des résultats de cette étude par la Commission nationale REDD+ à destination des membres de la table ronde RSPO de Côte d'Ivoire.</p> <p>A cet effet, une note technique de 5 pages intitulée "<i>Définition de la forêt et suivi de la déforestation dans la filière palmier à huile</i>" a été diffusée, afin de contribuer au processus d'interprétation nationale du standard RSPO en Côte d'Ivoire.</p>